



Contribution de Françoise Doriath
**Les hôpitaux de l'AP-HP menacés,
La santé des citoyens sacrifiée sur
l'autel de la rentabilité**

L'année 2010, avec la concrétisation de la loi hôpital-patient- santé-territoire votée en 2009, risque d'être la fin d'un hôpital public garantissant à toute la population un égal accès à des soins de qualité.

La loi Bachelot, c'est la destruction de l'offre publique de soins sur tout le territoire dans tous les domaines au profit du privé lucratif, c'est soumettre notre système de soins à la logique comptable

L'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris n'y échappe pas, cette nouvelle phase de dépeçage qui organise le regroupement de 37 hôpitaux en 12 groupes hospitaliers se prépare en toute confidentialité entre la ministre de la santé, le super préfet. Directeur de l'agence régionale de santé d'Ile de France, M.C. Evin, le directeur de l'AP-HP.

Après la fermeture de Broussais Sain-Vincent de Paul, c'est la fermeture annoncée de la maternité de Saint-Antoine dans le 12^{ème} arrondissement, qui réalise 2500 accouchements, la disparition d'un service de grossesse à risque, du service de gynéco-obstétrique, des consultations et lits d'hospitalisation, du service de pédiatrie et des consultations de PMI, du service d'échographie et l'arrêt des interruptions volontaires de grossesse.

Aucune maternité publique de l'Est Parisien n'est en capacité d'accueillir l'activité de la maternité de Saint-Antoine.

Toujours dans le 12^{ème}, C'est aussi un hôpital pédiatrique de renommée nationale et internationale qui est rayé de la carte, 7 services de pédiatrie spécialisés (ORL, pneumologie, cardiologie, hématologie, oncologie maladies digestives) qui seraient supprimés, alors qu'il y a deux ans on a inauguré dans cet hôpital deux maternités (les Bluets et une maternité de niveau 3) dans le but de créer un pôle lourd de médecine fœtale et néonatalogie, avec la construction des laboratoires de cytogénétique et de fœtopathologie et de deux nouvelles structures de recherche.

Des dizaines de milliers d'euros ont été dépensés pour ces structures parce qu'il existe la quasi totalité des spécialités pédiatriques et chirurgicales de l'enfant et aujourd'hui, ils n'auraient plus leur utilité.

C'est une aberration ! Un vrai scandale !

De nombreux autres exemples peuvent être donnés, ou des rénovations récentes ont été faites, Bicêtre, Fernand-Widal et Joffre Dupuytren pour y accueillir de des services de gériatrie qui vont être déplacés.

C'est ainsi que l'insuffisance d'offre publique en maison de retraite va faire l'affaire des groupes privés à but lucratif, KORIAN et ORPEA côté en bourse.

Une solution au vieillissement de la population qui ne sera pas accessible à

toutes les bourses.

Qui soignera les plus défavorisés et les SDF ?

La fermeture des ces hôpitaux, la disparition des services cela va être

— Des délais prolongés 3 à 6 mois pour accéder à des consultations ou interventions.

— Une déshumanisation permanente et accrue de l'accueil des malades dans les services.

— Une souffrance au travail accentuée pour les personnels.

Les salariés de plus en plus nombreux dénoncent et s'insurgent contre la marchandisation rampante du système de santé et la réduction des moyens imposés à l'hôpital qui fait le lit des affairistes qui eux, mesurent les profits colossaux qu'ils peuvent engranger sur le dos des malades et de leur famille et sur notre système de protection sociale.

Que comptent faire le Maire de Paris et son adjoint M .Leguen, Président de l'AP-HP, qui, après avoir voté le plan de restructuration de l'AP-HP, se sont exprimés avant les régionales dans toutes les assemblées des personnels et collectifs de défense de ces hôpitaux pour les assurer de leur soutien ?

Un moratoire demandé par des députés socialistes et communistes peut-il à lui seul arrêter ce plan de déstructuration?

A contrario défendre et moderniser nos hôpitaux publics pour répondre aux besoins de la population cela demande de mobiliser des moyens financiers, certes mais autrement plus utiles à la société que les cadeaux du bouclier fiscal aux riches, ou le renflouement des banques.

Seules les luttes rassembleuses des personnels médicaux et paramédicaux avec la population seront en capacité de mettre un coup d'arrêt définitive à la politique ultralibérale du gouvernement et aux choix capitalistes européens qui veulent sacrifier les services publics de notre pays dont celui de la santé sur l'autel de la rentabilité.

Françoise DORIATH, mars 2010.